



Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique ASBL
Coördinatiecomité van de Joodse Organisaties van België VZW
Belgian Section of the European Jewish Congress and the World Jewish Congress

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Assises contre le racisme ou le refus de nommer l'antisémitisme

Bruxelles, 29 avril 2021

Le Comité de Coordination des Organisations Juives de Belgique dénonce les tentatives répétées et en connaissance de cause de ne pas nommer l'antisémitisme en Belgique. L'exemple le plus récent concerne la tenue, aujourd'hui, des assises contre le racisme au Parlement bruxellois.

Malgré les tentatives honorables et répétées de certains élus, le CCOJB constate depuis de nombreuses années la disparition progressive du mot "antisémitisme" des programmes de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Si d'aucuns prétendent que l'antisémitisme fait naturellement partie de la lutte contre le racisme en général, ou que l'omission n'est pas fautive, il convient de rappeler des faits.

On parle de racisme et d'antisémitisme parce que les deux phénomènes ne se confondent pas et que les outils pour lutter contre ces haines sont différents. Il ne s'agit aucunement de particularisme, mais d'histoire, de culture et d'efficacité. On se référera utilement à la note récente du conseil des sages de la laïcité en France (<https://www.education.gouv.fr/media/72710/download>) à ce sujet.

En ce qui concerne les assises contre le racisme au Parlement bruxellois, il ne s'agissait pas seulement du titre de l'événement. Le CCOJB, la plus large fédération d'organisations juives du pays, n'avait pas été invitée à rejoindre le comité de pilotage mis en place pour organiser ces assises. Suite à une demande en ce sens, le CCOJB a finalement été intégré, des mois plus tard. Le CCOJB n'a revendiqué aucune place dans les différents panels, mais a plutôt travaillé à la mise en place d'une méthodologie pour rendre plus efficace l'initiative parlementaire car la lutte contre toutes les formes de haine est évidemment dans les missions de notre association. La seule demande du CCOJB était de voir l'antisémitisme nommé dans le titre de l'événement pour rendre compte de l'importance de ce phénomène, qui ne se confond pas avec le racisme.

Cette demande a été rejetée, et la communication de ce refus n'a été faite qu'hier, la veille de la séance inaugurale. Ce refus a donc été communiqué le jour même où la presse rapportait

que des affiches collées par l'Union des étudiants juifs à Bruxelles pour dénoncer les crimes antisémites avaient été vandalisées: les termes "antisémite" et "juif" ont été méticuleusement retirés de ces affiches.

Ni le comité de pilotage ni le bureau élargi du Parlement bruxellois, pourtant alertés, n'ont tenu compte de la demande des premières victimes de l'antisémitisme. Ce refus intervient dans le pays du carnaval d'Alost, d'un mémorial aux SS lettons, des appels au meurtre contre les juifs dans les rues de Bruxelles et dans nos stades, de l'attentat terroriste au Musée Juif de Belgique, de la maison nazie de Keerbergen, etc. Rappelons que l'antisémitisme a conduit en Europe à un génocide dont la population juive ne s'est jamais remise.

Yohan Benizri, président du CCOJB, a déclaré: "Malgré la résolution du Sénat en 2018, et malgré les initiatives européennes qu'il convient de saluer, il faut malheureusement constater que notre pays se refuse à nommer le mal qui le gangrène parfois. Nous ne comprenons pas cette réticence, mais maintenant qu'elle prend la forme d'un refus explicite, nous devons la dénoncer avec force. Quelle société accepterait de laisser aux seules victimes toute la charge de nommer, de dénoncer et de lutter contre des délits et des crimes?"